

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>45</b>	<b>30</b>

N° de la séance : 09

Objet de la délibération : Direction  
Développement de la Technopole Sophia  
Antipolis - Pôle Métropolitain - Mise en  
réseau des outils d'accompagnement et  
d'hébergement d'entreprises -  
Convention

- ☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.136

Date de la convocation :  
**Le 22/06/2018**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **10 JUL. 2018**

de la réception s/Préfecture  
en date du **11 JUL. 2018**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 28 juin 2018**

L'an deux mil dix-huit et le 28 juin à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations – 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Damien BAGARIA, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Serge MAUREL, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

**PROCURATIONS :**

Lionnel LUCA à Thérèse DARTOIS, Gérald LOMBARDO à Joseph LE CHAPELAIN, Gilbert TAULANE à Gilbert HUGUES, Richard THIERY à Jean LEONETTI, Claude BERENGER à Jean-Pierre MASCARELLI, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Michèle MURATORE à Martine BONNEAU, Guy GIRAUD à Audouin RAMBAUD, Marie BENASSAYAG à Yves DAHAN, Albert CALAMUSO à Laurent COLLIN, Anne-Marie DUMONT à Thierry OCCELLI, Michel VIANO à Michel BERTRAND, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Béatrice VIGNOLO à Christophe ETORE, Françoise THOMEL à Jacques GENTE, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

**ABSENTS :**

Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Roger CRESP, Joseph VALETTE, Christine SYLVESTRE, André-Luc SEITHER, Patrick DULBECCO, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAOU**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur LEONETTI,**

Par délibération n°CC.2018.003 du Conseil Communautaire en date du 19 février 2018, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a approuvé la création du Pôle Métropolitain avec les Communautés d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins et du Pays de Grasse, et la Communauté de Communes des Alpes d'Azur.

Le Pôle Métropolitain a pour ambition de renforcer les coopérations entre les quatre Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) afin de dynamiser l'Ouest des Alpes-Maritimes, de renforcer la qualité des services publics et de rationaliser les moyens.

A cet effet, les quatre EPCI ont convenu de développer des actions communes pertinentes et cohérentes, dans le cadre de leurs compétences statutaires, notamment en matière de développement économique.

Pour renforcer l'attractivité du territoire, pour stimuler l'entrepreneuriat et pour accompagner le développement des entreprises et des startups du bassin d'emploi, les quatre EPCI souhaitent mettre en réseau leurs infrastructures d'accueil et leur offre d'accompagnement des jeunes entreprises.

Cette démarche a pour objectif principal de favoriser les synergies entre ces lieux dédiés à la création d'entreprise innovante, par la mise en commun de moyens et de réseaux, et de stimuler la fertilisation croisée entre les startups accueillies et accompagnées dans ces pépinières.

Les objectifs opérationnels sont les suivants :

- offrir aux startups hébergées et accompagnées dans une des pépinières, la possibilité d'accéder aux différents équipements et animations des autres pépinières du territoire,
- mutualiser les événements, conférences et actions de formation collectives d'accompagnement, menés dans chaque pépinière ou structure d'accueil,
- créer une communauté des entreprises accueillies dans les pépinières en mettant à leur disposition des outils de partage et de travail numérique,
- offrir aux coworkeurs et télétravailleurs et aux hébergés accueillis dans une des pépinières, la possibilité d'accéder aux services coworking des autres pépinières du territoire.

La présente action est menée à titre expérimental pendant une année et ne donne lieu à aucun flux financier entre les quatre EPCI, les entreprises hébergées, télétravailleurs et coworkeurs restant, pour leur part, affiliés à leur structure d'origine sans frais supplémentaires.

A cet effet, un projet de convention de partenariat et de réciprocité entre les quatre EPCI précise les modalités de mise en œuvre et de suivi de cette démarche de coopération et les engagements réciproques des parties.

Un comité technique composé des responsables de pépinières et des responsables du développement économique se réunira tous les trois mois pour assurer la mise en œuvre opérationnelle de cette action.

Parallèlement, un comité de pilotage, composé d'un élu de chaque collectivité, sera constitué pour assurer le suivi et l'évaluation de la convention.

Pour la mise en œuvre, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat et de réciprocité dont le projet est joint en annexe ;
- de désigner un représentant de la CASA au comité de pilotage ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.



**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les termes de la convention de partenariat et de réciprocité dont le projet est joint en annexe ;
- de désigner un représentant de la CASA au comité de pilotage ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 28 juin 2018  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

## CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE RECIPROCITE

### Entre les soussignées

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, identifiée sous le numéro SIRET 240 600 585 000 14, dont le siège est situé ayant à la Mairie d'Antibes, BP 2205 - 06606 ANTIBES cedex et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean LEONETTI, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°..... du conseil communautaire prise en date du 28 juin 2018, visée en sous-préfecture de xxxxxxxxxxxx le.....

**Dénommée ci-après, « la CASA»,**

**La Communauté d'Agglomération Cannes - Pays de Lérins**, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 915 000 18, dont le siège est situé à l'Hôtel de Ville de Cannes, CS 50044- 06414 Cannes Cedex et représentée par son Président en exercice, Monsieur David LISNARD, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°.....du conseil communautaire prise en date du 22 juin 2018, visée en sous-préfecture de xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx le.....

**Dénommée ci-après, « la CAPL»,**

**La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est situé au 57 avenue Pierre Sépard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'Agglomération, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°.....du conseil communautaire prise en date du 29 juin 2018, visée en sous-préfecture de xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx le.....

**Dénommée ci-après, « la CAPG»,**

**La Communauté de Commune Alpes d'Azur**, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 931 00015 dont le siège est situé Maison des services publics Place Conil 06 260 Puget-Théniers et représentée par son Président en exercice, Monsieur Charles Ange GINESY, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté de Commune, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°..... du conseil communautaire prise en date du 22 juin 2018 , visée en préfecture de Nice le....

**Dénommée ci-après, « la CCAA»,**

## Préambule

Afin de favoriser le développement économique, la création d'entreprises et l'innovation, la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis (CASA), la Communauté d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins (CAPL), la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et la Communauté de Communes Alpes d'Azur (CCAA) souhaitent mettre en réseau leurs infrastructures d'accueil des jeunes entreprises par la signature d'une charte de partenariat et de réciprocité.

L'objectif est de stimuler l'entrepreneuriat, d'accompagner les entreprises et les startups du bassin de vie en facilitant leur mise en réseau et en créant le terreau favorable à leur essor.

Les pépinières d'entreprises gérées par les trois communautés d'agglomération ciblent des secteurs économiques complémentaires, en cohérence avec leurs écosystèmes respectifs : numérique pour la CASA, industrie créative, spatial et nautisme pour la CAPL et filière arômes et parfums pour la CAPG. Il apparaît positif de favoriser les synergies entre ces lieux dédiés à la création d'entreprise innovante, en permettant la mise en commun de moyens et de réseaux, mais également en stimulant la fertilisation croisée entre les startups accueillies dans ces pépinières.

La Communauté de Communes des Alpes d'Azur ne dispose pas de pépinière d'entreprises, mais elle peut mettre à disposition des lieux d'accueils disposant d'une très bonne connexion réseau dans le cadre du Plan départemental de déploiement du Très Haut Débit 100% fibre. Dans une logique de solidarité des territoires, il apparaît important d'accueillir et de soutenir les créateurs des Alpes d'Azur.

Cette action est menée à titre expérimental pendant une année et pourra être reconduite par le Pôle Métropolitain en cours de création. Elle s'inscrit dans la volonté générale de ce Pôle Métropolitain de réaliser des économies d'échelle et d'offrir un meilleur service public au meilleur coût avec les moyens existants.

### **Il est convenu ce qui suit :**

## **Article 1 : Objet**

L'objet de cette charte est de favoriser la mise en réseau des pépinières d'entreprises et lieux d'accueil des entreprises innovantes. Il convient d'acter les principes généraux visant à développer une complémentarité et une diversité des offres disponibles sur le territoire du pôle métropolitain et à mutualiser les équipements et offres de services existants en matière d'aide à la création d'entreprise.

Cette charte poursuit les objectifs opérationnels suivants :

- 1 : Offrir aux startups hébergées et accompagnées dans une des pépinières, la possibilité d'accéder aux différents équipements et animations des autres pépinières du territoire, dans la limite et le respect des règlements intérieurs de chaque structure.
- 2 : Mutualiser les événements, conférences et actions de formation collectives d'accompagnement menés dans chaque pépinière ou structure d'accueil.

3 : Créer une communauté des entreprises accueillies dans les pépinières en mettant à leur disposition des outils de partage et de travail numérique.

4 : Offrir aux coworkeurs et télétravailleurs et aux hébergés des pépinières accueillis dans une des pépinières, la possibilité d'accéder aux services coworking des autres pépinières du territoire, dans la limite des places disponibles et dans le respect de leurs règlements intérieurs respectifs.

Par ailleurs, les communautés souhaitent engager, dans le cadre du Pôle Métropolitain, une réflexion sur l'harmonisation et le rapprochement des dispositifs d'accompagnement des créateurs d'entreprises.

## **Article 2 : Durée**

La présente convention est établie pour une durée d'une année à compter de sa signature, et une fois revêtue de son caractère exécutoire.

## **Article 3 : Engagements généraux réciproques**

La CASA, la CAPL, la CAPG et la CCAA s'engagent à respecter réciproquement les actions des 5 volets suivants :

1 Chaque collectivité s'engage à participer à l'organisation d'événements communs destinés aux créateurs d'entreprises.

2 : Chaque collectivité s'engage à accueillir au sein de l'espace coworking de sa pépinière, les coworkeurs télétravailleurs et hébergés inscrits dans une des autres pépinières du territoire et à proposer les mêmes niveaux de services mis à disposition, dans la mesure des places disponibles et dans le respect de leur règlement intérieur. Cette prestation est offerte gratuitement dans le cadre de la réciprocité.

3 : Chaque collectivité s'engage à offrir aux créateurs hébergés dans une des autres pépinières du territoire, l'accès gratuit aux services communs (hormis l'accompagnement individuel du créateur), dans la limite des places disponibles et dans le respect de leur règlement intérieur.

4 : Chaque collectivité s'engage à mettre en commun et à partager auprès des entreprises hébergées et coworkeurs, les programmes de formation collective, les animations et les événements organisés dans les pépinières du réseau ou des lieux situés dans l'ensemble du territoire des signataires. Chaque collectivité s'engage à assurer la construction et la diffusion de ce programme commun aux entreprises qu'elle héberge et aux partenaires extérieurs.

5 : Chaque collectivité s'engage à collaborer à l'élaboration d'un outil numérique commun permettant la mise en réseau des entreprises accueillies dans les pépinières.

## **Article 4 : Autres engagements**

Chaque collectivité s'engage à communiquer et valoriser cette mise en réseau et ce partenariat.

Elle s'engage à informer les utilisateurs des pépinières et sites de coworking des dispositions de la présente convention. Elle s'assurera qu'ils prennent connaissance et respectent scrupuleusement les règlements intérieurs de chaque structure d'accueil. Elle s'engage à vérifier que les entreprises de sa pépinière soient bien titulaires d'une police d'assurance couvrant les dommages d'occupation et honore régulièrement les indemnités d'occupation et de service de la structure d'origine. Chaque collectivité s'engage à signaler toute difficulté éventuellement constatée avec une entreprise extérieure.

Chaque collectivité s'engage à assurer la confidentialité des travaux des entreprises accueillies.

Chaque collectivité s'engage à informer les autres collectivités en cas de changement des conditions d'accueil et services offerts au sein de ses pépinières.

Chaque collectivité s'engage à communiquer et faire respecter au sein de leurs établissements les conditions d'utilisation de leurs espaces.

## **Article 5 : Conditions financières**

La présente convention ne donne lieu à aucun flux financier entre les signataires. Les hébergés, télétravailleurs et coworkeurs restent affiliés à leur structure d'origine sans frais supplémentaires.

## **Article 6 : Modalités de suivi de l'expérimentation**

Pour assurer le suivi et l'évaluation de cette convention, un comité de pilotage composé d'un élu de chaque collectivité se réunira deux mois avant la fin de l'année d'expérimentation.

Un comité technique composé des responsables de pépinières et des responsables du développement économique se réunira tous les trois mois dans un premier temps. Le comité technique sera chargé d'évaluer le respect des engagements pris par les parties prenantes et de l'efficacité du service proposé en fonction des indicateurs préalablement déterminés au démarrage de l'action.

Chaque responsable de pépinière ou structure d'accueil tiendra à jour un relevé de l'utilisation des équipements et de la fréquentation des événements. Cet état des interventions devra être adressé au comité technique trimestriellement. Un tableau de bord permettra de faire le point sur les interventions réalisées dans les différentes structures, services et équipement utilisés par les créateurs d'entreprise extérieurs.

Cette évaluation prendra la forme d'un rapport d'activité qui sera présenté aux différentes instances des EPCI concernés.

## **Article 7 : Fin anticipée des engagements**

La présente convention pourra être dénoncée unilatéralement pour un motif lié à la bonne organisation des services de l'EPCI, notifiée aux parties de la charte par voie de lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation ne pourra avoir lieu que dans le respect d'un préavis d'un mois avant l'entrée en vigueur de la dénonciation.

## **Article 8 : litiges et compétences juridictionnelle**

Les parties contractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir de l'appréciation ou de l'interprétation de cette convention. Si toutefois tel différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il sera soumis au tribunal administratif de Nice.

En quatre exemplaires originaux

**Pour la Communauté d'Agglomération  
Cannes Pays de Lérins,  
Le Président**

**Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia- Antipolis,  
Le Président**

**David LISNARD**

**Jean LEONETTI**

**Pour la Communauté d'Agglomération  
du Pays de Grasse,  
Le Président**

**Pour la Communauté de Communes  
Alpes d'Azur,  
Le Président**

**Jérôme VIAUD**

**Charles Ange GINESY**



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 28/06/2018  
Numéro : CC\_2018\_136  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Pôle Métropolitain - Mise en réseau des outils d'accompagnement et d'hébergement d'entreprises - Convention  
Matière : 5.7 - Intercommunalité  
**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 9ixM9k8

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 11/07/2018  
Identifiant : 006-240600585-20180628-CC\_2018\_136-DE

**Acte reçu**

Date : 28/06/2018  
Numéro interne : CC\_2018\_136  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 5  
Code matière 2 : 7  
Objet : Pôle Métropolitain - Mise en réseau des outils d'accompagnement et d'hébergement d'entreprises - Convention  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20180628-CC\_2018\_136-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_DE-006-240600585-20180628-CC\_2018\_136-DE-1-1\_2.PDF

N